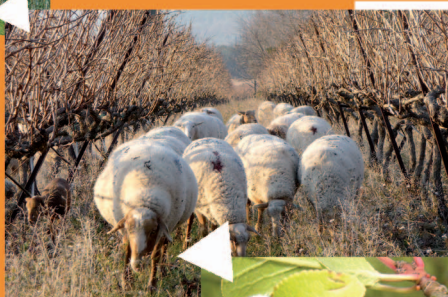


Coordination scientifique
Claire Lamine et Stéphane Bellon

Transitions vers l'agriculture biologique



*Pratiques et
accompagnements
pour des systèmes
innovants*

Sciences en partage

éditions
Quæ

educagri
éditions

Transitions vers l'agriculture biologique

Pratiques et accompagnements
pour des systèmes innovants

Transitions vers l'agriculture biologique

Pratiques et accompagnements
pour des systèmes innovants

OUVRAGE COLLECTIF

Coordination scientifique :
Claire Lamine et Stéphane Bellon

Dans la même collection

- *Bien-être animal et travail en élevage, textes à l'appui*, J. PORCHER, 2004.
- *Conseiller en agriculture*, J. RÉMY, H. BRIVES, B. LÉMERY (coord), 2006.
- *Conserver les zones humides : pourquoi, comment ?* G. BARNAUD, E. FUSTEC, 2007.
- *La troublante histoire de la jachère, pratique des cultivateurs, concepts des lettres et enjeux sociaux*, P. MORLON, F. SIGAUT, 2008.
- *Conseil et développement en agriculture, quelles nouvelles pratiques ?* C. COMPAGNONE, C. AURICOSTE, B. LÉMERY, 2009.

Édition : Isabelle Sick

Maquette, couverture : Brigitte Mignotte

Montage PAO : Brigitte Mignotte et Françoise Prevost

Photos de couverture :

- Photo de groupe : Laetitia FOURRIÉ/ITAB
- Photo de moutons : Michel MEURET/INRA
- Photo de prunes : Hélène CHRISTMANN/INRA

Aux termes du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle, de la présente publication, faite par quelque procédé que ce soit (reprographie, microfilmage, scannérisation, numérisation...) sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

L'autorisation d'effectuer des reproductions par reprographie doit être obtenue auprès du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) – 20 rue des Grands-Augustins 75006 Paris – Tél : 01 44 07 47 70 / Fax : 01 46 34 67 19.



© Educagri éditions/Éditions Quæ, 2009
ISBN (Éditions Quæ) : 978-2-7592-0503-5
ISBN (Educagri éditions) : 978-2-84444-756-2
ISSN : 1768-2274

Educagri éditions
BP 87999 - 21079 DIJON CEDEX
Tél. 03 80 77 26 32 - Fax 03 80 77 26 34
www.editions.educagri.fr editions@educagri.fr

Éditions Quæ
c/o Inra - RD 10 78026 VERSAILLES CEDEX
Tél. 01 30 83 35 48 - Fax 01 30 83 34 49
www.quae.com

Sommaire

INTRODUCTION	7
Partie 1. Trajectoires et pratiques en agriculture biologique	17
Chapitre 1. Enjeux et débats actuels sur la conversion à l'AB (<i>Stéphane Bellon, Claire Lamine</i>)	19
Chapitre 2. La conversion du verger : vers une reconception du système (<i>Joël Fauriel</i>)	51
Chapitre 3. Le maraîchage et la production de légumes biologiques : ajuster la production et la commercialisation (<i>Frédérique Bressoud, Catherine Mazollier, Mireille Navarette</i>)	75
Chapitre 4. De l'agrobiologie à la viticulture biodynamique (<i>Pierre Masson</i>)	103
Chapitre 5. Grandes cultures biologiques, des systèmes en équilibre instable (<i>Christophe David</i>)	129
Chapitre 6. Élevages ovin et bovin allaitants biologiques : concilier productivité et autonomie (<i>Marc Benoit, Patrick Veyssset</i>)	143
Chapitre 7. Polyculture-élevage : développer des complémentarités dans les exploitations et dans les territoires (<i>André Blouet, Xavier Coquil</i>)	165
Conclusion de la partie 1. Diversité des trajectoires de transition vers l'AB	185
Partie 2. Conseil et accompagnement pour les transitions vers l'agriculture biologique	191
Chapitre 8. Soutenir le développement de l'AB : conseils et dispositifs incitatifs à la conversion (<i>Natacha Sautereau</i>)	193
Chapitre 9. Parcours d'installation en AB (<i>Delphine Garraud, Jean-Marie Morin</i>)	219

Chapitre 10. Accompagner les transitions vers la bio : la formation des conseillers <i>(Annie Le Fur)</i>	233
Chapitre 11. Bibliothèque d'outils d'accompagnement <i>(Anne Haegelin)</i>	257
Chapitre 12. L'imbrication des conditions facilitant la conversion <i>(Claire Lamine, Stéphane Bellon)</i>	275
CONCLUSION	303
SIGLES	309
SITES UTILES	311
LES AUTEURS	313

INTRODUCTION

Conversion à l'agriculture biologique... Cette expression consacrée par les textes réglementaires, administratifs, professionnels et scientifiques est lourde de ses multiples sens. Se convertir, c'est changer radicalement, de croyance ou de direction. C'est ce que revendiquent certains acteurs de l'AB (agriculture biologique), qui parlent d'un changement d'état d'esprit, du fait de porter un regard différent sur la réalité, sur son propre vécu, sur son itinéraire, tandis que d'autres présentent plutôt leur parcours vers cette forme d'agriculture comme en continuité avec ce qui a précédé. Par ailleurs, la conversion, c'est aussi la conversion entre monnaies ou entre unités de mesure, et cette autre signification du terme invite plutôt à penser l'agriculture biologique comme un nouveau référentiel, allant de pair avec de nouvelles valeurs et relevant donc d'autres modes d'évaluation.

De fait, la définition de l'AB induit un nouveau référentiel, pour un mode de production engageant des normes et des visées spécifiques, répondant à des attentes sociétales, et enfin, fournissant des biens publics, comme l'énoncent les textes en vigueur (règlement (CE) 834/2007) : « La production biologique est un système global de gestion agricole et de production alimentaire qui allie les meilleures pratiques environnementales, un haut degré de biodiversité, la préservation des ressources naturelles, l'application de normes élevées en matière de bien-être animal et une méthode de production respectant la préférence de certains consommateurs à l'égard des produits obtenus grâce à des substances et procédés naturels ». Le premier considérant du même règlement énonce que « le mode de production biologique joue un double rôle sociétal : d'une part, il approvisionne un marché spécifique répondant à la demande de produits biologiques émanant des consommateurs et, d'autre part, il fournit des biens publics contribuant à la protection de l'environnement et du bien-être animal ainsi qu'au développement rural ». L'IFOAM¹ (fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique) affirme également des principes susceptibles de guider le développement de l'AB dans sa diversité :

- le principe de santé, qui relie la santé humaine à celle du sol, des plantes, des animaux et plus généralement des écosystèmes. La santé de la planète est une et indivisible ;
- le principe d'écologie, qui base l'AB sur l'imitation et le maintien des processus du vivant et des cycles écologiques, avec une adaptation aux situations locales ;

1. Son groupe Europe propose une analyse du nouveau règlement (CE) n° 834/2007, dont une partie sur l'historique de la réglementation européenne, dans un document téléchargeable sur le site : www.ifoam-eu.org. IFOAM EU group, 2009. *Le nouveau règlement européen pour l'agriculture et l'alimentation biologiques. Contexte, évaluation, interprétation.*

- le principe d'équité, selon lequel l'AB devrait se construire sur des relations qui respectent les humains, les animaux et l'environnement commun. L'équité concerne des systèmes de production, de distribution et de commercialisation rendant compte de coûts sociaux et environnementaux réels ;
- le principe d'attention, selon lequel l'AB devrait être conduite de manière prudente et responsable afin de protéger la santé et le bien-être des générations actuelles et futures ainsi que l'environnement. Il doit également éclairer les choix technologiques et s'appuyer sur des recherches participatives, mobilisant les expériences et connaissances de praticiens.

L'agriculture biologique nous interpelle tous, malgré la moindre place qu'elle occupe sur le plan quantitatif dans le paysage agricole et alimentaire. Que nous soyons agriculteur, technicien, chercheur, citoyen ou consommateur, chacun est amené à se prononcer dans sa sphère professionnelle ou personnelle sur l'AB.

Certains agriculteurs se disent proches de l'AB, mais ne voient pas l'intérêt objectif qu'ils auraient à être formellement certifiés. D'autres sont sceptiques sur la faisabilité d'une conversion pour eux-mêmes, compte tenu de leur situation particulière et des difficultés qu'ils anticipent techniquement, économiquement ou socialement. Les cas de figure sont nombreux, mais chaque agriculteur a son opinion sur le sujet.

Ceux qui sont en dehors de l'AB, parfois qualifiés de « conventionnels »², voient souvent la conversion comme synonyme de risques multiples : pour les agriculteurs, risques techniques, risques commerciaux, voire risques en termes d'acceptabilité par les voisins et les pairs, pour les opérateurs économiques, risque de rupture d'approvisionnement, et souvent, pour les professionnels du conseil et de l'accompagnement, risque de faire prendre trop de risques aux agriculteurs...

Les théories de la diffusion de l'innovation expliquent que l'aversion aux risques est susceptible de freiner chez les agriculteurs l'adoption d'une innovation technologique du fait des coûts d'apprentissage. Ces coûts peuvent être importants lors d'un changement radical des modes de production. Ils impliquent des réductions temporaires des bénéfices dues, par exemple, à des baisses de rendements pendant la phase transitoire de maîtrise et d'adaptation de nouvelles techniques ou de nouveaux systèmes, en comparaison avec ce que

2. La référence à l'agriculture conventionnelle se brouille toutefois, au fur et à mesure que les qualificatifs de l'agriculture se multiplient (Pervanchon et Blouet, 2002. *Lexique des qualificatifs de l'agriculture. Le Courrier de l'environnement*, vol. 45). Dans cet ouvrage, le terme de conventionnel sera donc plutôt utilisé par commodité que comme catégorie d'analyse.

gagne un agriculteur déjà expérimenté. Certains agriculteurs, en général considérés comme plus réfractaires aux risques, prennent en considération plus fortement ces surcoûts. Pourtant, plus vite l'innovation est maîtrisée, plus vite ces coûts transitoires diminuent. Cet apprentissage peut être accéléré grâce à l'action collective, au conseil et à l'encadrement technique (échanges d'informations, évaluations croisées...). En effet, il faut ici ajouter que la notion classique d'aversion au risque, loin de n'être qu'individuelle, est fortement inscrite dans, et influencée par, les réseaux et collectifs auxquels se relie les agriculteurs. En outre, la période de « prise en main » de l'AB comme innovation technologique se superpose avec une phase dite de transition écologique, pendant laquelle le milieu retrouve de nouveaux équilibres.

Alors, risqué ou pas, le passage à l'AB? Certes, sur une exploitation, mettre en place un autre fonctionnement du sol et d'autres processus biologiques a nécessairement des incidences en termes de performances techniques et économiques. Mais les baisses de rendement sont-elles inéluctables, et si oui sont-elles compensées par la meilleure valorisation des produits, surtout après la période formelle de conversion? Sont-elles compensées par une meilleure qualité de travail et de vie? Ou bien, se convertir à la bio, est-ce forcément « travailler plus pour gagner moins »?

Les soutiens permettant malgré tout de passer au mieux la période formelle de conversion, qui est de deux à trois ans et s'accompagne souvent de baisses importantes de rendement et de coûts élevés d'apprentissage, sont bien entendu essentiels. Toutefois, le pari que nous adoptons dans cet ouvrage est celui d'envisager la question de la transition vers l'AB sur un pas de temps débordant largement celui de cette période formelle, et avec un point de vue lui aussi élargi. Ce pari tient compte des situations initiales, des acquis et des connaissances qui peuvent aider à passer au mieux cette première période, qu'il s'agit bien d'inscrire dans la trajectoire et la durée plus longues d'un projet d'exploitation, d'activité et de vie. Rétrospectivement, en regardant les trajectoires de ceux qui sont passés à la bio, parfois rien ne laissait présager qu'ils le feraient. Autrement dit, tout agriculteur est potentiellement convertissable, bien que les termes et durées de passage soient différents selon les situations.

La notion de « transition » sera souvent employée dans cet ouvrage. Elle nous semble bien exprimer l'amplitude temporelle de la démarche de conversion ou d'installation en AB, sans se limiter à une durée administrative. La transition vers l'AB peut même s'inscrire dans un pas de temps de l'ordre d'une génération d'agricul-

teurs. Elle renvoie aussi à des éléments non codifiés dans le déroulé formel du « cycle de vie » d'une exploitation, décrit classiquement comme succession de phases normées : installation, investissement, régime de croisière, transmission d'exploitation. Elle perturbe ce schéma, en introduisant d'autres étapes et trajectoires.

Cette transition vers l'AB est aussi multidimensionnelle, puisqu'elle implique un autre rapport à la nature, à la technique et au travail humain, à l'alimentation et aux consommateurs. Les changements sont interconnectés dans différents domaines comme la technologie, l'économie, l'écologie. En revanche, tant ce qui sous-tend la transition, que les termes vers lesquels elle converge, ne sont pas toujours explicites pour les agriculteurs en conversion. Le terme de « *dessein* », au sens de la construction architecturale ou *design*, semblent eux aussi répondre à cette ambition de donner sens à des adaptations ou transformations des exploitations agricoles et des systèmes agrialimentaires qu'elles soutiennent. Cet assemblage de dimensions donne lieu à une diversité de trajectoires singulières, mais regroupées dans un même corpus de principes, de règlements et de pratiques de l'AB.

LES CANDIDATS À L'AB

Le développement de l'AB concerne au moins quatre catégories de personnes (mais aussi bien sûr leur famille et leur exploitation) :

- Celles qui souhaitent s'installer en AB. Elles ont parfois une expérience professionnelle antérieure à leur projet d'installation, et sont alors en conversion professionnelle. S'appliquant plutôt à de petites structures d'exploitation, leurs projets sont souvent originaux, mais demandent à être ajustés et concrétisés au travers d'un parcours de formation et avec l'appui de producteurs ou de techniciens.
- Celles déjà engagées dans d'autres formes d'agriculture et qui souhaitent produire ou commercialiser autrement. Leurs parcours et leurs antécédents sont multiples, le point commun étant qu'à un moment donné, cette opportunité ou cette volonté de changement est incarnée par un projet de conversion à l'AB.
- Celles déjà engagées dans l'AB, et pour lesquelles la conversion formelle est passée. Pour autant, les techniques, les animaux, les parcelles et l'environnement continuent à évoluer après la période de conversion formelle. Ces agriculteurs déjà convertis contribuent aussi à orienter les deux catégories précédentes, par leurs conseils ou leur parrainage.

- Enfin, celles qui sont converties de longue date (les « pionniers de la bio ») et en voie de transmettre leur unité de production. De nouveaux producteurs s'installeront après une formation, le plus souvent issus de la même famille, mais peut-être porteurs d'autres projets en AB. Les liens qui s'établissent entre ces quatre catégories conduisent à envisager le développement de l'AB sur un pas de temps inter-générationnel, qui est aussi celui des trajectoires d'exploitations. L'installation en AB et la conversion élargissent et renouvellent la base productive de l'AB, grâce à de nouveaux projets d'exploitation. Elles mettent aussi en relation de nouveaux entrants avec le monde actuel de la bio. Ces nouveaux entrants peuvent s'inspirer de pratiques déjà éprouvées, les adapter ou les mettre en œuvre; en apportant leur expérience et leurs projets, ils peuvent aussi contribuer à réévaluer ou renouveler ces pratiques. Quant aux pionniers, ils ont su au fil du temps adapter leurs pratiques techniques, économiques et sociales. Aujourd'hui, nombre de ces pionniers de la bio se mobilisent, non pas tant pour accroître leur propre surface que pour favoriser l'installation de nouveaux producteurs, par diverses formes de soutien, complémentaires de celles proposées par les organismes de développement agricole, ou pour s'associer à d'autres producteurs dans la production et la commercialisation.

Le développement de l'AB prend peut-être aujourd'hui une dimension plus collective que par le passé, ce qui multiplie les leviers d'action susceptibles de sortir l'AB de la niche dans laquelle elle est longtemps restée, et dans laquelle elle a été remise. Ces leviers relèvent de l'appui aux agriculteurs et entre agriculteurs, mais aussi de l'action publique, qui s'exprime à différents niveaux, depuis l'Union européenne (réglementation, mais aussi dispositifs d'incitation) jusqu'aux collectivités territoriales (soutien à des conversions, mise en place de repas bio dans les cantines scolaires, etc.) et aux consommateurs. Les « nouveaux consommateurs » (pour reprendre un terme proposé par Bertil Sylvander), souvent partiels ou « intermittents du bio », affichent de plus en plus souvent aux côtés des militants et fidèles de la bio, leur intérêt pour les produits bio et dans une mesure variable, pour l'agriculture biologique. Dans certains cas, par exemple dans des systèmes de vente directe, la période de conversion peut être prise en compte, alors que les produits ne sont normalement pas valorisés sous le label AB. C'est aussi le cas dans certaines filières, même si la structuration des filières biologiques reste aujourd'hui insuffisante dans bien des secteurs de production et dans bien des régions. En effet, une transition d'envergure vers l'AB ne peut s'appuyer sur les seules

conversions individuelles, elle suppose aussi des évolutions bien plus larges dans le système sociotechnique qui structure la production, la transformation et la circulation de nos aliments, comme on y reviendra dans un chapitre conclusif. Dans ce système, ce sont non seulement des aliments, mais aussi des connaissances et des savoir-faire liés aux questions agricoles et alimentaires qui circulent, sont mis en commun et sont transmis et transformés dans des réseaux sociaux dont l'histoire de l'AB a montré toute l'importance.

Ainsi, le développement de la bio est à la confluence de politiques publiques, de la structuration des marchés, et de réseaux sociaux. Si ces trois types de leviers semblent converger vers un même objectif d'extension du nombre de producteurs et des surfaces certifiées, lequel a été réaffirmé avec force en France en 2007, permettent-ils pour un producteur donné, d'avoir une vision claire du projet de transition vers l'AB et du trajet à parcourir pour le mettre en œuvre? Quelles sont les ressources mobilisables pour réaliser ces projets: modèles d'exploitation envisagés (référéncés ou à imaginer), mais aussi d'accompagnement technique et de soutien institutionnel? Et finalement, la conversion ne concerne-t-elle pas, au-delà des producteurs, un ensemble d'acteurs qui, dans leur itinéraire personnel et leur métier spécifique, peuvent et souhaitent contribuer à fonder les bases de nouvelles agricultures jugées plus durables?

LES AUTEURS

De telles questions justifient et traversent cet ouvrage, et les réponses apportées ne seront que partielles, mais appuyées en tout cas sur l'expérience et les échanges collectifs³ d'une vingtaine de spécialistes qui appartiennent tant au monde de la recherche qu'à celui du conseil, du développement ou de l'enseignement. Les auteurs ont donc des parcours et des appartenances assez diverses, mais aussi un degré d'ancrage dans la bio très différent des uns aux autres, plusieurs d'entre eux ne travaillant d'ailleurs pas exclusivement sur cette question. La dynamique de l'AB atteste d'ailleurs du fait que les lieux de production de connaissances sont multiples. Des prati-

3. L'idée de cet ouvrage a vu le jour à l'occasion de la fin du projet de recherche Tracks (Analyse multidimensionnelle et accompagnement de trajectoires de conversion en agriculture biologique), centré sur le maraîchage et l'arboriculture dans le sud de la France, et conduit entre 2005 et 2007 dans le cadre du programme INRA-Acta mené conjointement par l'INRA, l'ITAB et le CTIFL. Il a ensuite été discuté en 2008 et 2009 dans le cadre du Réseau Mixte Technologique DévAB associant des institutions de la recherche, du développement, du conseil et de l'enseignement autour du développement de l'AB.

ciens ont eu un rôle déterminant pour faire vivre l'AB, laquelle s'est écartée d'un schéma linéaire de diffusion des connaissances qui irait depuis la recherche vers le producteur en passant par l'intermédiaire de formateurs ou d'agents de développement. Son développement suppose d'autres schémas de circulation des connaissances, en particulier dans des Réseaux Mixtes Technologiques mettant en synergie les partenaires concernés, comme celui consacré à l'AB justement (DévAB). L'AB est aussi un chemin qui en recoupe et en rejoint bien d'autres – par exemple, ceux des autres formes d'agriculture dites « durables ». L'histoire de ces chemins est en train de s'écrire. À ce chemin et à cette histoire nous entendons modestement contribuer aux côtés des milliers d'autres spécialistes qui pratiquent la bio, la commercialisent, la défendent, l'enseignent ou encore l'étudient.

L'OUVRAGE

L'ouvrage est composé en deux grandes parties. La première partie est centrée sur les transitions dans des productions qui nous paraissent emblématiques : l'arboriculture, le maraîchage, la viticulture, les grandes cultures, l'élevage allaitant, et la polyculture-élevage (laitier) ; la conversion en production laitière ayant déjà fait l'objet d'un ouvrage spécifique chez Educagri éditions (Ragot, 2001).

Dans un chapitre introductif numéroté 1 dans la partie 1 et écrit par S. Bellon et C. Lamine, nous inscrivons la question dans une temporalité plus longue. Cette mise en perspective historique montrera que la bio a fortement évolué tant de manière interne que dans ses rapports à la société, tout en apportant des éléments de compréhension de la situation actuelle de l'AB dans notre pays. Nous présenterons aussi les approches classiques de la conversion, et l'importance de prendre en compte la complexité et le temps long des transitions.

Le chapitre 2 (J. Fauriel) est consacré à l'arboriculture et montre que l'enjeu d'une transition vers l'AB est d'autant plus complexe que l'espèce fruitière considérée est la cible d'un grand nombre de bioagresseurs. Le point de départ peut être un verger existant, ce qui implique la mise en œuvre progressive de techniques alternatives, l'idéal restant une démarche à partir d'un terrain à aménager en un verger conçu pour fonctionner d'une manière plus autonome.

Le chapitre 3 (F. Bressoud, C. Mazollier, M. Navarrete) aborde les cultures maraîchères en AB et les difficultés inhérentes à cette conversion, notamment liées au choix des cultures et à la construction des rotations ainsi qu'à la question de la fertilité et de la santé

des sols, et bien sûr à la protection des cultures. Il met particulièrement l'accent sur la coévolution des modes de production et des modes de commercialisation.

Le chapitre 4 (P. Masson) présente la viticulture biodynamique qui rencontre un intérêt croissant. Il expose les voies de transition vers cette viticulture aux pratiques spécifiques.

Le chapitre 5 (Ch. David) traite des grandes cultures biologiques, dans lesquelles les exploitations, inscrites dans des modèles de production contrastés allant de la polyculture-élevage à des systèmes bien plus spécialisés, se situent en équilibre instable entre des principes fondateurs et une réglementation AB qui prônent l'autonomie et la mixité des systèmes d'une part, et un marché porteur qui conduit au contraire à une homogénéisation et à une concentration des productions d'autre part.

Le chapitre 6 (M. Benoit et P. Veysset) étudie conjointement les productions ovine allaitante et bovine allaitante. Il montre que la réussite économique de la conversion à l'AB repose avant tout sur la capacité à concilier productivité animale et autonomie alimentaire élevées, en adaptant le système d'élevage au contexte local.

Le chapitre 7 (A. Blouet et X. Coquil) rend compte des principes agronomiques qui ont guidé la conception, à partir d'une installation expérimentale de l'INRA, de deux systèmes laitiers biologiques dans une perspective de complémentarité entre système herbager et système de polyculture-élevage. Cette conception pourrait être transposable à des exploitations et territoires « réels », comme le suggère une première évaluation de cette expérience. Plus fondamentalement, il s'agit d'envisager les conditions de transmission des ressources du milieu naturel aux générations futures.

La seconde partie traite de l'accompagnement aux transitions vers l'AB, vu dans ses principales modalités : les dispositifs incitatifs, le conseil agricole, l'enseignement, la formation des accompagnants eux-mêmes, et enfin les outils d'accompagnement à disposition tant des agriculteurs que de ceux qui les soutiennent. Cette partie s'appuie entièrement sur l'expérience d'enseignement, de conseil et de formation des différents auteurs, et s'avère ainsi complémentaire d'autres publications issues d'analyses de chercheurs sur ces questions de l'accompagnement et du conseil⁴.

Le chapitre 8 (N. Sautereau) concerne l'accompagnement et se centre sur la mise en place de politiques incitatives et sur les dispositifs de conseils des différents réseaux, en s'appuyant notamment

4. En particulier, dans la même collection, Rémy J., Brives H., Lémery B., 2006, *Conseiller en agriculture* ; et Compagnone C., Auricoste C., Lémery B., 2009. *Conseil et développement en agriculture. Quelles nouvelles pratiques ?* Quae-Educagri, Collection Sciences en partage.

sur les expériences des régions PACA et Rhône-Alpes.

Le chapitre 9 (D. Garraud et J-M. Morin) traite des parcours d'installation en AB de candidats sans formation capacitaire agricole et souvent non originaires du milieu agricole. Il présente les dispositifs de formation et d'accompagnement de leurs projets, qui concernent souvent du maraîchage diversifié en vente directe. Il traite aussi de la formation initiale (lycées agricoles), dans laquelle les projets d'installation sont souvent plus lointains dans le temps, et des formations à orientation agriculture biologique qui sont proposées.

Le chapitre 10 (A. Le Fur) a pour objet d'identifier les enjeux de la formation des divers conseillers qui interviennent aujourd'hui dans les processus de transition vers la bio. Construit pour l'essentiel sur la base de l'expérience de la FNAB en matière de formation des conseillers sur l'agriculture biologique, il expose successivement les parcours de conversion et les actes d'accompagnement posés par les conseillers tout au long de ces parcours, les compétences mises en œuvre, et enfin les enjeux des formations.

Le chapitre 11 (A. Haegelin) présente les grands types d'outils existant à ce jour pour l'accompagnement des conversions. À travers quelques exemples ciblés, l'accent est mis sur les clés de choix de ces supports. L'essentiel du travail du conseiller et du producteur pour choisir l'instrument le plus adapté est avant tout d'identifier et de replacer son usage à une étape précise de la trajectoire de conversion, l'outil utilisé n'étant « le meilleur possible » pour répondre aux questions posées que s'il est utilisé au « bon moment » et de la « bonne façon ».

Enfin, en écho aux chapitres précédents et aux enjeux développés dans le chapitre 1, le chapitre 12 (C. Lamine et S. Bellon) présente une synthèse des conditions favorisant la conversion au niveau individuel, collectif, territorial, et en termes de politiques publiques territoriales.

Remerciements

Nous souhaitons tout d'abord remercier les contributeurs qui, dans les différents chapitres, ont écrit des passages et des encarts illustratifs : A. Arrufat, CIVAM BIO 66 ; C. Bazard, INRA Mirecourt ; J. Brunier, chambre d'agriculture d'Ardèche ; J-L. Fiorelli, INRA Mirecourt ; A. Lefevre, SEDARB ; B. Mondy, ENFA Toulouse ; S. Penvern, INRA Écodéveloppement ; M. Roy, ISA Lille ; J.-M. Trommschlager, INRA Mirecourt.

Nous tenons aussi à remercier les collègues qui ont contribué au projet Tracks lors duquel est née l'idée de cet ouvrage (M. Jonis, ITAB ; JR. Roos, CTIFL ; N. Perrot ; S. Mothes, P. Baudhun), les animateurs et participants du RMT Dévab et notamment C. Cresson et L. Fontaine, les collègues, partenaires et amis qui ont accepté de relire des parties de cet ouvrage (H. Martin, AgribioVar ; F. Ernou, APCA ; A. Le Du, ITAB ; S. Simon, INRA Gotheron ; J-P. Gouraud, AgroBio Poitou-Charentes ; M. Scholtus, S. Bui, INRA), et aussi ceux qui ont éclairé le chemin des transitions vers l'AB : C. Aubert, D. Barres, C. Béranger, X. Florin, Y. Gautronneau, Y. Le Pape, B. Sylvander et tous les agriculteurs croisés sur le chemin.

PARTIE 1

Trajectoires
et pratiques
en agriculture
biologique

